



*Communiqué de presse de l'Union Suisse des Paysans du 15 mai 2007*

## **OMC - Les unions de paysans des G10 refusent le papier de Falconer**

Le week-end dernier, les représentants des unions de paysans du Japon, de la Corée, de la Norvège et de la Suisse se sont rencontrés à Genève pour discuter des développements récents au sein de l'OMC. Le papier qu'avait publié fin avril le président des pourparlers agricoles, Crawford Falconer, était central. Si les propositions contenues dans ce texte devaient être appliquées dans les délibérations de l'OMC, les importateurs nets de denrées alimentaires (G10), ainsi que beaucoup de pays en voie de développement (G33, pays ACP) - soit environ deux tiers des états membres de l'OMC - seraient les perdants de ce cycle de Doha. Une organisation internationale telle que l'OMC n'a pas le droit d'avoir pour but le placement des intérêts de quelques exportateurs agricoles puissants au-dessus des intérêts de la majorité des membres. Dans une déclaration commune, les représentants des unions de paysans rejettent le papier de Crawford Falconer comme base de négociations et exigent la reprise de demandes non commerciales. Le cycle de Doha ne doit pas être seulement réduit à une ronde d'ouverture aux marchés.

La coexistence de différentes formes d'agriculture dans le monde doit subsister et continuer à être encouragée. Les négociations doivent reposer sur le principe suivant : chaque pays a le droit de protéger et d'encourager la production d'aliments pour sa propre consommation, de garantir la sécurité de l'alimentation et d'assurer une autarcie équitable. La contribution de l'agriculture à la conservation d'espaces ruraux vivants et le rôle de l'agriculture dans le combat contre le changement climatique doivent se refléter dans les règles de l'OMC.

La manière dont les négociations vont être poursuivies est encore incertaine. Une rencontre des ministres des G4, ainsi que ceux des G10, a lieu cette semaine en marge de la réunion des ministres de l'OCDE. Crawford Falconer a annoncé une autre „feuille de travail“ dont le contenu reste actuellement peu clair. De façon générale, on admet que des progrès substantiels doivent être faits jusqu'en juin et que les modalités doivent être établies jusqu'à la fin juillet si une conclusion doit avoir encore lieu cette année ou au plus tard au début de l'année prochaine.

Les unions de paysans restent actives et renforcent leur collaboration pour pouvoir réagir vite et avec unité à des développements possibles lors des négociations, car de nombreux éléments des agricultures mondiales sont en jeu.

*Pour toute question*

*Dr. Heidi Bravo, directrice du groupe Affaires internationales, USP, portable 078 681 86 06*  
*Urs Schneider, directeur adjoint, responsable de la Communication USP,*  
*portable 079 438 97 17*